



**Appel à articles pour un numéro thématique des *Cahiers du Genre***

***Call for papers for a thematic issue of Cahiers du Genre***

## **■ ■ Expériences de l'État : une approche intersectionnelle**

Coordination :

Prunelle Aymé – [prunelle.ayme@sciencespo.fr](mailto:prunelle.ayme@sciencespo.fr)

Thomas Douniès – [thomas.dounies@gmail.com](mailto:thomas.dounies@gmail.com)

Gwenaëlle Perrier – [perriergwen@yahoo.fr](mailto:perriergwen@yahoo.fr)

En dépit d'un processus d'institutionnalisation des politiques de lutte contre différentes discriminations et inégalités liées au genre, mais aussi au handicap, à la race, à la classe, à l'orientation sexuelle, plusieurs mobilisations contemporaines interpellent directement l'État et ses politiques publiques pour dénoncer des expériences concrètes de sexisme, de racisme ou de validisme au sein des services publics ou autres institutions liées à l'État. En France, par exemple, même si l'État promeut une politique de lutte contre les violences faites aux femmes, les mouvements féministes pointent du doigt les dysfonctionnements des services de police et de l'institution judiciaire dans la prise en charge des victimes, et les manques graves dans l'action concrète des guichets de l'État. De manière similaire, nombreux sont les pays aujourd'hui où, dans le sillon du mouvement #BlackLivesMatter, des mouvements antiracistes fustigent les discriminations et les violences policières, et leurs effets sur les vies des personnes racisées, quand bien même les normes juridiques proscrivent formellement les discriminations fondées sur la race. Ces mobilisations invitent à penser le décalage existant entre les orientations de politiques publiques s'affichant comme égalitaires et les dynamiques inégalitaires à l'œuvre dans les interactions entre les professionnel·les de l'action publique et leurs « publics ».

Partant de ces observations, ce dossier invite à penser l'articulation de dimensions genrées, racisées, classistes, ou encore validistes des politiques et l'expérience qu'en font leurs publics sous un angle nouveau, et ce de deux points de vue. D'une part, en décentrant l'analyse de l'action publique pour intégrer davantage les enjeux liés à sa mise en œuvre, à sa réception et à ses effets. D'autre part, en adoptant une perspective intersectionnelle encore peu présente dans les travaux d'analyse de l'action publique.

Depuis les années 1990, les dimensions genrées de l'action publique ont été démontrées par des travaux de recherche, d'abord anglo-saxons et scandinaves, puis notamment français, qui ont documenté les présupposés de genre sur lesquels les politiques publiques reposent (Lewis 1992 ; Orloff 1993 ; Sainsbury 1999), leurs effets différenciés sur les femmes et les hommes (Jenson 2011), ou encore l'émergence des politiques d'égalité (Muller, Engeli, Ballmer Cao 2008). Menés le plus souvent dans une perspective macrosociologique, ces travaux sur le genre des politiques publiques ont encore assez peu intégré les apports des études « par le bas » de l'action publique. En parallèle, un champ d'étude s'est développé autour des guichets comme lieux du gouvernement des conduites, où se construit le rapport ordinaire à l'État (Dubois 1999 ; Spire 2017), encourageant le recours à l'approche ethnographique et à la sociologie

de l'action publique pour en comprendre les usages et les effets. Or, alors que le genre apparaît souvent comme une dimension structurante du rapport aux institutions (voir par exemple Siblot 2006) et de la manière dont ces dernières entendent cibler et gouverner leurs publics (Serre 2012), la question de l'articulation entre rapports de genre et rapports ordinaires à l'État reste peu explorée empiriquement. Les travaux qui interrogent l'action publique et le rapport à l'État du point de vue des gouverné·es et de leurs rencontres avec les institutions privilégient souvent une grille de lecture en termes de classe sociale et croisent encore peu celle-ci avec l'analyse des effets d'autres rapports sociaux, en particulier, ceux fondés sur le genre, mais aussi la race, l'orientation sexuelle (Prauthois, Biland, 2022) ou le handicap. Enfin, la dimension genrée demeure marginale dans l'étude des effets politiques de l'action publique (*policy feedback*) et plutôt prise en compte dans une approche macroscopique de la mobilisation et de la représentation (Mettler 1998 ; McDonagh 2010) qui interroge peu les liens entre les expériences situées de l'État, les attitudes politiques des administré·es et leurs rapports à la puissance publique (Spire 2016).

De leur côté, les travaux s'inscrivant dans une démarche intersectionnelle se sont centrés en premier lieu sur des analyses de décisions juridiques, d'une part, et sur celles des mobilisations collectives et des mouvements sociaux, d'autre part (Crenshaw 2005 ; Jaunait et Chauvin 2012). L'action publique reste marginale dans les démonstrations générales sur l'intérêt de l'intersectionnalité (voir par exemple West, Fenstermaker 1995), et ce alors même qu'elle apparaît difficilement dissociable des processus institutionnels qui traversent les sociétés et façonnent l'existence des populations en leur sein (Choo, Ferree 2010). La question raciale dans l'action publique a pu donner à voir le croisement des rapports sociaux, à l'instar des relations entre race et classe au guichet (Watkins-Hayes, 2009) ou des interférences entre race et pauvreté dans la gestion et le vécu des programmes sociaux (Soss, Fording, Schram 2011). Mais l'approche intersectionnelle réalisable qui a pu être explicitement mobilisée dans l'étude de l'action publique "par le haut" (Roggeband, Verloo 2007 ; Korterweg, Triadafilopoulos 2013) trouve encore peu d'écho dans l'analyse de la mise en œuvre des politiques publiques, de leur réception et plus largement du rapport à l'État et aux institutions.

Au total, si l'investigation incarnée du réel est un angle privilégié pour saisir l'imbrication des rapports sociaux (Mazouz 2017), la rencontre entre les institutions et leurs publics, tout comme la question de la socialisation pratique à l'État et par l'État, restent peu explorées dans une approche intersectionnelle. Ces questions sont pourtant centrales pour comprendre, d'une part, les (in)égalités face aux institutions, et d'autre part, la manière dont celles-ci structurent le rapport à l'État des différents publics, notamment dans sa dimension politique. En outre, les politiques publiques, et la manière dont les individus et les groupes sociaux font l'expérience de l'État, ont des effets politiques, et sont de fait des éléments à prendre en considération dans l'étude de la citoyenneté, des revendications et des mobilisations individuelles et collectives face à l'État. Plusieurs travaux récents invitent enfin à replacer les mouvements sociaux (Ciccia, Guzman-Concha 2021) et, plus précisément, les mobilisations des publics variés (y compris marginalisés) dans l'étude du changement dans les politiques publiques (Berglund et al. 2022). En décloisonnant des courants d'étude rarement pensés ensemble, ce dossier propose ainsi d'analyser comment le genre, la classe sociale, la race, le handicap, ou d'autres dimensions constitutives des rapports sociaux, structurent et affectent la rencontre entre l'État et les citoyen·nes et ses conséquences. En ce sens, « l'expérience de l'État » renvoie ici aux formes de la rencontre entre les administrations, leurs professionnel·les et intermédiaires, et les publics, et aux effets socialisateurs que cette interaction produit sur les manières d'être, d'agir et de (se) penser des gouverné·es ainsi que sur leur rapport à la puissance publique dans ses dimensions pratiques et symboliques. Les propositions peuvent s'inspirer des pistes de réflexion (non exhaustives) suivantes :

### **Axe 1 : Transformations de l'action publique et expériences intersectionnelles de l'État**

La période actuelle est notamment caractérisée par un mouvement profond de transformation et de réforme de l'État qui, à bien des égards, affaiblit les capacités d'intervention de ce dernier. Usager·es comme professionnel·les alertent ainsi régulièrement sur les effets délétères de la managérialisation des services publics ou de l'austérité budgétaire sur leur accessibilité pour les diverses catégories de citoyen·nes et sur la qualité des services rendus. Dans ce contexte, ce dossier invite à prêter une attention privilégiée à diverses transformations des modes d'intervention de l'État pour enrichir leur analyse à partir d'une relecture intersectionnelle de leurs effets sur les populations dans leur expérience de l'action publique.

D'abord, depuis les années 1990, la « modernisation » des services publics s'opère notamment au travers d'une managérialisation des administrations et d'une prétention à une gestion plus individualisée des administré·es. Si le « souci de soi » de l'État (Bezes, 2009) se traduit par une détérioration des conditions de travail dans les services publics qui produit une recrudescence des politiques de tri, dans quelle mesure les logiques sélectives à l'œuvre contribuent-elles à entretenir mais aussi à redéfinir les frontières de classe, de race, de genre et leur articulation ? Si l'individualisation des politiques, notamment sociales, accentue les difficultés des plus démunies dans leur rapport à l'État, comme l'ont déjà montré de nombreux travaux sur le gouvernement de la pauvreté, en quoi contribue-t-elle aussi à légitimer dans la pratique le recours à des critères implicites fondés sur le genre, la race etc. ? Les réformes néolibérales des services publics ont également placé les questions de l'autonomie, de l'activation ou encore de « l'empowerment » au centre du traitement des usager·es. Or, n'existe-t-il pas dans la pratique des déclinaisons plurielles de ces mots d'ordre selon les appartenances réelles ou supposées prêtées aux publics dans leur contact avec les institutions ? À l'image du tournant vers le « workfare » des politiques de handicap australiennes qui se décline en fonction de la race, de la classe ou de l'appartenance ethnique (Soldatic 2020), pourquoi et comment les dynamiques à l'œuvre affectent-elles différemment les publics ?

Une autre piste de questionnement concerne les effets du brouillage accru des frontières public-privé et du recours croissant au secteur associatif dans la mise en œuvre des politiques publiques (Cottin-Marx et al. 2017). Cette recomposition générale des modes de gouvernement affecte en particulier les professionnel·les (contractualisation des relations entre l'État et ses opérateurs, privatisation de certains services et structures, délégation de la mise en œuvre des politiques publiques à des actrices non étatiques), puisque les politiques publiques sont de plus en plus co-produites et mises en œuvre par des actrices et acteurs privés et associatifs (Pette 2014 ; Weill 2014), voire impliquent les bénéficiaires elles et eux-mêmes (De Wilde 2016 ; Fortier 2010 ; Haapajardi 2021 ; Drif 2018 ; Vommaro 2019). On observe, de ce fait, la multiplication des "relais" de l'action publique, c'est-à-dire des protagonistes non-étatiques contribuant à l'action publique sans en faire formellement partie (Frau, Taiclet 2022). L'approche intersectionnelle peut être une grille de lecture pour comprendre les conséquences de ces transformations, en amenant notamment à penser ensemble la diversification des actrices des politiques publiques et l'expérience que les gouverné·es socialement différencié·es font de l'action publique. La multiplication des actrices des politiques publiques les rend-elles plus « inclusives » ? Fait-elle apparaître, au contraire, de nouvelles formes d'inégalités dans l'accès aux biens et services publics ? Dans quelle mesure ces protagonistes intermédiaires peuvent-elles/ils relayer les logiques inégalitaires des institutions publiques, ou bien constituer pour les publics des ressources pour faire valoir leur cas, voire pour contester l'action publique par des canaux plus ou moins institutionnalisés ?

Enfin, l'étude de l'impact des transformations de l'État dans l'accès aux services publics en fonction du genre, de la race ou de la classe pourra être enrichie par des études portant sur des cas non-européens ou anglo-saxons. On peut penser, en particulier, à l'importance prise par l'impératif de « participation » de la « société civile » dans les pays du Sud, qui a souvent ciblé des catégories et groupes discriminés (femmes, jeunes, minorités...) tout en donnant lieu à l'implication d'acteurs et d'actrices associatives et privées et à des phénomènes de décharge de l'action sociale (Hibou et Bono 2016 ; Ruiz de Elvira et Saeidnia 2020). Ces phénomènes rendent-ils l'État plus accessible ou, au contraire, plus fragmenté et inégalitaire ? Dans quelle mesure redéfinissent-ils les contours des groupes sociaux et de leurs rapports à l'État (Capelli 2016 ; George 2019) ? De nombreux travaux ont mis en avant la diffusion de politiques publiques, par exemple dans le champ de la lutte contre la pauvreté, de l'Amérique Latine à l'Afrique (Diaz 2017) : comment la circulation de modèles se traduit-elle en pratique ? Quelles sont les catégories de populations qui se trouvent ciblées ou exclues de ces politiques, et sur quels critères de genre, de classe, de race ou encore de handicap ? De manière générale, les normes du nouveau management public et des « bonnes pratiques » (« bonne gouvernance », « participation », « gender mainstreaming »...) sont largement diffusées par les institutions internationales du développement (Cirstocea, Lacombe et Marteu 2018) ou l'UE (Jacquot 2014), mais les travaux empiriques manquent encore pour analyser leur mise en œuvre concrète, « par le bas », et leurs effets sur les modalités de la rencontre entre l'État et les populations dans ces contextes variés.

## **Axe 2 : Socialisation et mobilisations face à l'État**

Ce dossier invite également à analyser le rôle de l'expérience de l'État dans la socialisation politique. Si les identités des usager·es peuvent faire l'objet de pratiques bureaucratiques d'assignation, de catégorisation, d'exclusion et d'inclusion, comme l'a par exemple montré Mathilde Darley (2022) au sujet

des bonnes et mauvaises victimes de la traite, on peut faire l'hypothèse que ces identités structurent aussi la perception qu'ont les publics de l'État et de leur relation à celui-ci. Dans quelles mesures conditionnent-elles la réception des distinctions construites par l'État, de leur acceptation à leur contestation ? Par exemple, dans quelle mesure les distinctions encore opérées entre mères et pères dans les organismes des politiques de prise en charge de la petite enfance sont-elles contestées par des usager·es qui ne s'y reconnaissent pas ? En outre, quels rapports les personnes dont les identités questionnent les catégorisations institutionnelles entretiennent-elles avec la définition de la valeur sociale que ces découpages charrient ? On pourra également s'interroger sur la manière dont le sentiment de légitimité face à l'État et la capacité à « faire valoir ses droits » (Siblot 2006) varient à travers ces publics divers et inégaux en termes de genre, de classe, de race ou encore de handicap. Le mouvement #Metoo, par exemple, a encouragé la dénonciation des expériences de sexisme au sein des institutions policières. Dans quelle mesure d'autres expériences de sexisme, d'homophobie, de racisme, ou d'autres types d'oppressions au sein des services publics ou des structures partenariales sont-elles identifiées, dénoncées, ou au contraire minimisées et tuées ? Ces pistes de réflexions apparaissent d'autant plus stimulantes dans un contexte de racialisation du sexisme (Hamel 2005), mis en lumière par exemple au sujet de la politique française de promotion de l'égalité des sexes en milieu scolaire (Massei 2021) ou de la politique française de lutte contre le harcèlement de rue (Archat 2022).

Dans le prolongement de ce questionnement, on pourra se demander à quelles conditions ces identités imbriquées peuvent fournir un support de mobilisation pour les publics comme pour les professionnel·les, comme l'ont par exemple montré J. Gauthier et R. Schlagdenhauffen (2022) au sujet des policiers et policières homosexuelles, dont les possibilités de résistance au stigmatisme de l'homosexualité dépendent de diverses caractéristiques identitaires (genre, race). Peu de travaux ont posé la question du rôle du genre dans le comportement des individus face aux guichets – conformation, résistances, adaptations (Bozec, Réguer-Petit 2015) – et, de manière plus générale, dans la dynamique de politisation des individus face aux institutions. Ici, une perspective intersectionnelle pourra d'abord complexifier l'analyse du phénomène de non-recours aux droits, mais aussi, en miroir, celui de la revendication des droits, de la contestation des règles ou du contournement des procédures. Quelles sont les différentes stratégies des usager·es face aux professionnel·les de l'action publique ? Plusieurs travaux ont montré comment des groupes dont le rapport à l'État était caractérisé par l'exclusion (sans papiers, sans logement, sans emploi, prostituées...) pouvaient s'appuyer sur cette situation pour interpeller celui-ci et revendiquer des droits (Mathieu 2001 ; Mouchard 2002 ; Péchu 1996). Des analyses comme celle de Céline Borelle (2019) au sujet des mères d'enfants handicapé·es, ou celle de Fatima Ouassak (2020) sur les mères issues de l'immigration invitent à poursuivre l'analyse sur le rôle des interactions concrètes avec les institutions et leurs agent·es, ainsi que celui des trajectoires administratives des usager·es aux identités multiples dans leur parcours de mobilisation face à l'État. La question des ressources et des identités mobilisées par les différents groupes minorisés pour interpeller l'État et ses institutions et infléchir le contenu de leurs politiques mérite notamment d'être étudiée selon une approche intersectionnelle (Engeli et Mazur 2018, p. 118). Notamment, quels intérêts les groupes mobilisés en faveur des populations minoritaires défendent-ils ? Le travail de Myriam Paris (2020) sur la mise en œuvre de politiques antinatalistes sur l'île de La Réunion éclaire par exemple sous un jour nouveau le rôle du Planning familial dans la mise en œuvre du féminisme d'État dans les années 1970. Par ailleurs, comment l'expérience différenciée de l'État et de ses institutions en fonction du genre, de la classe ou de la race peut-elle constituer le point de départ de mobilisations qui s'étendent à des causes qui ne s'y rapportent pas toujours directement ? En ce sens, ce dossier propose également d'interroger le rôle de la rencontre avec les institutions dans le processus de socialisation politique : dans quelle mesure le traitement institutionnel, les parcours d'accès aux droits ou, au contraire, de discrimination et de non-recours, fléchissent-ils les attitudes politiques, la (non-)participation, les pratiques de vote ou de mobilisation citoyenne dans des causes variées ? Ce faisant, il viendra nourrir les travaux sur les effets politiques des politiques publiques qui restent un programme de recherche inachevé, notamment du fait du défi méthodologique que représente l'identification du lien entre *policy* et *politics*.

Les contributions au dossier pourront être issues de la sociologie, de la science politique, de l'histoire, de l'anthropologie ou de la géographie. Elles seront adossées à des enquêtes empiriques et pourront porter sur des secteurs variés, comme les politiques sociales et familiales, mais aussi des domaines d'action publique qui ont moins été traités sous un angle intersectionnel (éducation, police, environnement, logement, fiscalité, etc.). De même, si le dossier entend accorder une place centrale aux destinataires de l'action publique, les contributions pourront aussi aborder un vaste panel de protagonistes qui seraient en leur contact (*street-level bureaucrats*, cadres intermédiaires, professionnel·le·s de différents secteurs, bénévoles de l'associatif, etc.). Nous encourageons également les contributions portant sur une diversité

de cas nationaux et d'échelles d'action publique, ce afin d'explorer l'influence des contextes (trajectoire historique, régime politique, influences internationales...) sur les dimensions intersectionnelles de l'action publique.

**Envoi des propositions d'environ 5 000 signes avant le 18 mars 2023 aux trois adresses suivantes : [prunelle.ayme@sciencespo.fr](mailto:prunelle.ayme@sciencespo.fr), [thomas.dounies@gmail.com](mailto:thomas.dounies@gmail.com), [perriergwen@yahoo.fr](mailto:perriergwen@yahoo.fr)**

**Notification de l'approbation aux auteurices : 31 mars 2023**

**Réception des textes : 10 juillet 2023**

### **Bibliographie :**

Archat, Stéphanie. *La construction du harcèlement de rue comme problème public en France*. Thèse de doctorat de l'Université PSL, sous la direction de Catherine Achin, 2022.

Berglund, Oscar, Claire A. Dunlop, Elizabeth A. Koebele, et Christopher M. Weible. « Transformational change through Public Policy ». *Policy & Politics*, 50 (3), 2022, pp. 302-22.

Bezes, Philippe. *Réinventer l'État. Les réformes de l'administration française (1962-2008)*. Paris : Presses Universitaires de France, 2009

Borelle, Céline. « Expertise d'expérience et responsabilité. L'évolution de la place des parents d'enfants avec un TSA », in *Familles et trouble du spectre de l'autisme*. Dunod, 2019, pp. 31-45.

Bozec, Géraldine, et Manon Réguer-Petit. « Les femmes plus vulnérables, mais résistantes », in *Les inaudibles*. Presses de Sciences Po, 2015, pp. 235-272.

Capelli, Irène. « Cibler les mères célibataires. La production bureaucratique et morale d'un impensable social ». In *Le gouvernement du social au Maroc*, Paris : Karthala, 2016. pp. 199-232

Choo, Hae Yeon, et Myra Marx Ferree. "Practicing Intersectionality in Sociological Research: A Critical Analysis of Inclusions, Interactions, and Institutions in the Study of Inequalities". *Sociological Theory*, 28 (2), 2010, pp. 129–149.

Ciccía, Rossella, et César Guzmán-Concha. "Protest and Social Policies for Outsiders: The Expansion of Social Pensions in Latin America". *Journal of Social Policy*, 2021, 1-22.

Cîrstocea, Ioana, Delphine Lacombe, et Elisabeth Marteu, éd. *La globalisation du genre : mobilisations, cadres d'actions, savoirs*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2018.

Cottin-Marx, Simon, Hély, Matthieu, Jeannot, Gilles et Maud Simonet. « La recomposition des relations entre l'État et les associations : désengagements et réengagements ». *Revue française d'administration publique*, 163, 2017, pp. 463-476.

Crenshaw, Kimberlé W. « Cartographies des marges : intersectionnalité, politique de l'identité et violences contre les femmes de couleur », *Cahiers du Genre*, 39 (2), 2005, pp. 51-82.

Darley, Mathilde. « Juger la traite des êtres humains en France et en Allemagne. La construction pénale de la victime d'exploitation sexuelle », *Sociétés contemporaines*, 125 (1), 2022, pp. 175-200.

Diaz, Pablo. « Itinéraire d'une "bonne pratique" : la Banque mondiale et les conditional cash transfers en Amérique latine et aux Philippines » *Critique internationale* 75 (2), 2017, pp. 113-32.

Drif, Leila. « Être réfugié et « volontaire » : les travailleurs invisibles des dispositifs d'aide internationale ». *Critique Internationale* 81 (4), 2018, pp. 21-42.

Dubois, Vincent. *La vie au guichet. Relation administrative et traitement de la misère*. Paris : Point, 1999.

Engeli, Isabelle, Thanh-Huyên Ballmer-Cao, et Pierre Muller, éd. *Les politiques du genre*. Paris : L'Harmattan, 2008.

- Fortier, Anne-Marie. « Proximity by Design? Affective Citizenship and the Management of Unease ». *Citizenship Studies*, 14 (1), 2010, p. 17-30.
- Frau, Caroline, et Anne-France Taiclet. « Dans les marges de l'action publique : Enquêter sur les activités de(s) relais de la régulation politique ». *Gouvernement et action publique* 10 (4), 2022, p. 9-37.
- Gauthier, Jérémie, Régis Schlagdenhauffen, et Camille Nous. « Faire face à l'hétéronormativité en contexte policier », *Gouvernement et action publique*, 11 (1), 2022, p. 37-60.
- Georges, Isabel, « Les « nouvelles » politiques sociales brésiliennes : entre « participation » et gestion de la pauvreté », in *Le travail des dominations. De l'emprise aux résistances*, Toulouse, Octarès, 2019, p. 165-176.
- Haapajärvi, Linda. « On the Importance of Playing House: Belonging Work and the Making of Relational Citizens in Finnish Immigrant Integration Policies ». *Politics & Policy*, 49 (4), 2021, pp. 842-65.
- Hamel, Christelle, « De la racialisation du sexisme au sexisme identitaire », *Migrations société*, 99-100, 2005, p. 91-104.
- Hibou, Béatrice, et Irène Bono, dir. *Le gouvernement du social au Maroc*. Paris: Karthala, 2016.
- Jacquot, Sophie, *L'égalité au nom du marché ? Émergence et démantèlement de la politique européenne d'égalité entre les hommes et les femmes*, Berne : Peter Lang, 2014.
- Jaunait, Alexandre, et Sébastien Chauvin. « Représenter l'intersection. Les théories de l'intersectionnalité à l'épreuve des sciences sociales », *Revue française de science politique*, 62 (1), 2012, pp. 5-20.
- Jenson, Jane. « Politiques publiques et investissement social : quelles conséquences pour la citoyenneté sociale des femmes ? », *Cahiers du Genre*, 2 (3), 2011, pp. 21-43.
- Korteweg, Anna C, et Triadafilos Triadafilopoulos, « Gender, Religion, and Ethnicity: Intersections and Boundaries in Immigrant Integration Policy Making », *Social Politics: International Studies in Gender, State & Society*, 20 (1), 2013, pp. 109-136.
- Massei, Simon. « Les « ABCD de l'égalité », cas d'école de racialisation du sexisme », *Mouvements*, 107 (3), 2021, pp. 95-103.
- Mathieu, Lilian, *Mobilisations de prostituées*, Paris, Belin, 2001.
- Mazouz, Sarah. *La République et ses autres: politiques de l'altérité dans la France des années 2000*. Lyon: ENS éditions, 2017.
- McDonagh, Eileen. « It Takes a State: A Policy Feedback Model of Women's Political Representation », *Perspectives on Politics*, 8 (1), 2010, pp. 69-91.
- Mettler, Suzanne. « Dividing Social Citizenship by Gender: The Implementation of Unemployment Insurance and Aid to Dependent Children, 1935–1950 ». *Studies in American Political Development*, 12 (2), 1998, pp. 303-42.
- Mouchard, Daniel. « Les mobilisations des « sans » dans la France contemporaine : l'émergence d'un « radicalisme autolimité » ? », *Revue française de science politique*, 52 (4), 2002, pp. 425-447.
- Lewis, Jane. « Gender and the Development of Welfare Regimes ». *Journal of European Social Policy* 3 (2), 1992, pp. 159-73.
- Orloff, Ann Shola. « Gender and the Social Rights of Citizenship: The Comparative Analysis of Gender Relations and Welfare States ». *American Sociological Review*, 58 (3), 1993, pp. 303-28.
- Ouassak, Fatima. *La puissance des mères : pour un nouveau sujet révolutionnaire*. Paris: La Découverte, 2020.
- Paris Myriam, *Nous qui versons la vie goutte à goutte. Féminismes, économie reproductive et pouvoir colonial à la Réunion*. Paris : Dalloz, 2020.
- Péchu, Cécile. « Quand les « exclus » passent à l'action. La mobilisation des mal-logés », *Politix*, 34 (2), 1996, pp. 114-133.
- Pette, Mathilde. « Associations : les nouveaux guichets de l'immigration ? Du travail militant en préfecture, ». *Sociologie*, 5 (4), 2014, pp. 405-21.
- Prauthois, Lus, et Émilie Biland (dir.), Dossier « Minorités sexuelles et de genre dans les services publics », *Gouvernement et action publique*, 11 (1), 2022, pp. 11-158.

- Roggeband, Conny, et Mieke Verloo. « Dutch Women Are Liberated, Migrant Women Are a Problem: The Evolution of Policy Frames on Gender and Migration in the Netherlands, 1995-2005 ». *Social Policy & Administration*, 41 (3), 2007, pp. 271-88.
- Ruiz de Elvira, Laura, et Sahar Aurore Saeidnia, dir. *Les mondes de la bien-faisance : les pratiques du bien au prisme des sciences sociales*. Paris : CNRS éditions, 2020.
- Sainsbury, Diane. *Gender, Equality and Welfare States*. Cambridge: Cambridge University Press, 1996.
- Serre, Delphine. « Travail social et rapport aux familles : les effets combinés et non convergents du genre et de la classe ». *Nouvelles questions féministes*, 31 (2), 2012, pp. 49-64.
- Siblot, Yasmine. *Faire valoir ses droits au quotidien. Les services publics dans les quartiers populaires*. Paris : Presses de Sciences Po, 2006.
- Soldatic, Karen. *Disability and Neoliberal State Formations: The Case of Australia*. London: Routledge, 2020.
- Soss, Joe, Richard Fording, et Sanford F. Schram. *Disciplining the poor: neoliberal paternalism and the persistent power of race*, University of Chicago Press, 2011.
- Spire, Alexis. « État des lieux : Les policy feedback et le rapport ordinaire à l'État ». *Gouvernement et action publique*, 4 (4), 2016, pp. 141-56.
- Spire, Alexis. « Comment étudier la politique des guichets ? » *Migrations et Société*, 167, 2017, pp. 91-100.
- Vommaro, Gabriel. « Une bureaucratie para-étatique mouvante. La production locale du Welfare des précaires en Argentine à l'ère du capitalisme postindustriel ». *Gouvernement et action publique*, 8 (1), 2019, p. 35-60.
- Watkins-Hayes, Celeste. *The New Welfare Bureaucrats: Entanglements of Race, Class, and Policy Reform*. Chicago : University of Chicago Press, 2009.
- Weill, Pierre-Édouard. « Quand les associations font office de street-level bureaucracy. Le travail quotidien en faveur de l'accès au droit au logement opposable ». *Sociologie du Travail*, 56 (3), 2014, pp. 298-319.
- West, Candace, et Sarah Fenstermaker. "Doing Difference." *Gender and Society* 9 (1), 1995, pp. 8-37.
- Wilde, Mandy de. « Home Is Where the Habit of the Heart Is: Governing a Gendered Sphere of Belonging ». *Home Cultures*, 13 (2), 2016, pp. 123-44.



## Experiences of the State: An Intersectional Approach

Despite a process of institutionalization of policies fighting against various forms of discrimination and inequalities linked to gender, but also to disability, race, class, and sexual orientation, several contemporary mobilizations directly challenge the state and its public policies and denounce concrete experiences of sexism, racism or validism within public services or other institutions linked to the state. In France, for example, even though the state promotes a violence against women policy, feminist movements point to the dysfunction of police services and the judicial institution in dealing with victims, and to the serious shortcomings state offices. In a similar way, in many countries, in the wake of the #BlackLivesMatter movement, anti-racist movements are castigating police discrimination and violence, and their effects on the lives of racialized people, even though legal norms formally outlaw discrimination based on race. These mobilizations invite us to think about the gap between the orientations of public policies that claim to be egalitarian and the unequal dynamics at work in the interactions between professionals and their "publics".

Based on these observations, this special issue proposes to reflect on the articulation of gendered, racialized, classist, or validist dimensions of policies and the experience of their audiences from a new angle, in two ways. On the one hand, by decentering public policy analysis to better integrate

issues related to policy implementation, reception, and feedback. On the other hand, by adopting an intersectional perspective that is still largely absent from public policy analysis.

Since the 1990s, the gendered dimensions of public policy have been demonstrated by several works, first in Anglo-Saxon and Scandinavian countries, and then in France, which have documented the gender assumptions on which public policies are built (Lewis 1992; Orloff 1993; Sainsbury 1999), their differentiated effects on men and women (Jenson 2011), and the emergence of gender equality policies (Muller, Engeli, Ballmer Cao 2008). Most often conducted from a macro-sociological perspective, this investigation on the gender of public policies has not yet fully incorporated the contributions of studies of public policy “from below”. At the same time, a field of study has developed around state offices as places of government of conduct, where the ordinary relationship to the state is constructed (Dubois 1999; Spire 2017). It has encouraged the use of ethnographic approaches to conduct a bottom-up sociology of public policies, its uses, and its effects. Yet, while gender often appears as a structuring dimension of the relationship to institutions (see, for example, Siblot 2006) and the way in which the latter intend to target and govern their publics (Serre 2012), the question of the articulation between gender relations and ordinary relations to the state remains little explored empirically. The literature that examines public policies from the point of view of the public and its encounters with institutions often puts the emphasis on social class, without necessarily investigating the intersecting effects of gender, race, sexual orientation (Prauthois, Biland, 2022) or disability in the everyday relationship with the state. Finally, gender remains marginal in the study of the political effects of public policies (or policy feedback) and is mostly considered in a macroscopic approach to mobilization and representation (Mettler 1998; McDonagh 2010). There is therefore a need to question the links between situated experiences of the state, the political attitudes of its target populations, and their relations to public authorities (Spire 2016).

What is more, literature on intersectionality has focused primarily on analyses of the legal dimensions of inequality, on the one hand, and on social movements, on the other (Crenshaw 2005; Jaunait and Chauvin 2012). Public policy analysis remains marginal in general demonstrations of the value of intersectionality (see, for example, West, Fenstermaker 1995), even though it appears as a central dimension of the institutional processes that run through societies and shape the existence of populations within them (Choo, Ferree 2010). The study of race in public policy has been able to show how the intersection between race and class affect interactions in state offices (Watkins-Hayes, 2009), or how the interference between race and poverty plays in the management and experience of welfare programs (Soss, Fording, Schram 2011). However, the intersectional approach that have been explicitly mobilized in the study of public action in a top-down fashion (Roggeband, Verloo 2007; Korterweg, Triadafilopoulos 2013) still finds little resonance in the analysis of public policy implementation, reception, and more broadly the day-to-day relationship to the state and institutions.

All in all, if an embodied investigation of reality is a privileged angle to grasp the interweaving of social relations (Mazouz 2017), the encounter between institutions and their publics, just like the issue of socialization to and by the state, remains underexplored within an intersectional frame. These questions are, however, central to understanding, on the one hand, (in)equalities in dealing with institutions, and on the other hand, the way in which institutions frame citizens’ relationship to the state, especially in its political dimension. Indeed, the way in which individuals and social groups experience the state have political effects and are therefore elements to be taken into consideration in the study of citizenship and individual and collective mobilizations towards the state. Finally, several recent works invite us to place social movements (Ciccina, Guzman-Concha 2021) and, more specifically, the mobilizations of various communities (including marginalized ones) in the study of change in public policies (Berglund et al. 2022). By decompartmentalizing currents of study that are rarely thought of together, this special issue thus proposes to analyze how gender, social class, race, disability, or other constitutive dimensions of social relations, structure and affect the encounter between the state and citizens and its consequences. In this sense, the “experiences of the state” refers to the forms of the encounter between administrations, their professionals and intermediaries, and citizens, and to the socializing effects that this interaction produces on citizens’ ways of being, acting and thinking, as well as on their relationship to public authorities in its practical and symbolic dimensions. The proposals can be inspired by the following (non-exhaustive) avenues for research:

## 1. Transformations of public policy and intersectional experiences of the state

The current period is characterized by a deep transformation and reform of the state which, in many respects, weakens its capacities for intervention. Users and professionals alike regularly warn about the deleterious effects of public services managerialization or budgetary austerity on accessibility and inclusion for the various categories of citizens and on the quality of the services provided. In this context, this special issue proposes to pay special attention to various transformations of the state's modes of intervention from an intersectional rereading of their effects on populations and their experience of public policies.

Firstly, since the 1990s, the "modernization" of public services has been carried out through the managerialization of administrations and a claim to more individualized treatment of citizens. If the state's "souci de soi" (Bezes, 2009) leads to a deterioration of working conditions in public services, which leads to an increase in population targeting and sorting practices, to what extent do these selective logics contribute to maintaining but also redefining the boundaries of class, race, gender, and their articulation? The individualization of policies, especially social policies, tends to accentuate the difficulties of the poorest in their relationship with the state, as many studies on the government of poverty have already shown. How does it also contribute to the practical legitimization of implicit criteria based on gender, race, etc.? Neoliberal reforms of public services have also placed the goals of autonomy, activation, and empowerment at the center of the treatment of the public. Are these goals formulated and put in practices in the same way, or do they vary depending on the real or supposed affiliations of specific target populations in their contact with institutions? Like the shift towards "workfare" in Australian disability policies, which is broken down according to race, class or ethnicity (Soldatic 2020), why and how do public services reforms affect different social groups?

Another line of investigation concerns the effects of the increased blurring of public-private boundaries and the growing integration of the nonprofit sector in public policy implementation (Cottin-Marx et al. 2017). This general recomposition of modes of government affects professionals (contractualization of relations between the state and its operators, privatization of certain services and structures, delegation of public policy implementation to non-state actors), since public policies are increasingly co-produced and implemented by private and associative actors (Pette 2014; Weill 2014), and even tend to involve beneficiaries themselves (De Wilde 2016; Fortier 2010; Haapajardi 2021; Drif 2018; Vommaro 2019). As a result, we observe the multiplication of "relays" of public policies, i.e., non-state protagonists contributing to state action without formally being part of it (Frau, Taiclet 2022). Here, an intersectional approach can help understanding the consequences of these transformations, by questioning together the diversification of public policy actors and the experience that socially differentiated citizens have of public institutions. Does the multiplication of public policy actors make them more "inclusive"? Or does it create new forms of inequality in access to public goods and services? To what extent do these intermediary protagonists relay the inegalitarian logic of public institutions? On the contrary, can they constitute resources for individuals to assert their case, or even to challenge state action through less institutionalized channels?

Finally, the study of the impact of state transformations on access to public services according to gender, race or class could be enriched by works on non-European or Anglo-Saxon cases. One can think of the importance taken on by the imperative of "participation" of "civil society" in countries of the global South – an imperative that often targets discriminated categories and groups (women, youth, minorities, etc.) while giving rise various forms of delegation or discharge on associative and private actors (Hibou and Bono 2016; Ruiz de Elvira and Saeidnia 2020). Do these phenomena make the state more accessible or, on the contrary, more fragmented, and unequal? To what extent do they redefine the contours of social groups and their relationships to the state (Capelli 2016; George 2019)? Numerous works have studied the diffusion and circulation of public policies, for example in the field of the fight against poverty, from Latin America to Africa (Diaz 2017): how does the circulation of models across the globe translate locally? Which categories of populations are targeted or excluded from these policies, and on what criteria of gender, class, race, or disability? In general, the norms and "best practices" of new public management ("good governance",

"participation", "gender mainstreaming"...) are widely disseminated by international development institutions (Cirstocea, Lacombe and Marteu 2018) or the EU (Jacquot 2014). However, empirical work is still needed to analyze their concrete implementation on the ground, and their effects on the modalities of the encounter between the state and citizens in these varied contexts.

## **2. Socialization and mobilizations vis-à-vis the state**

This special issue also aims to analyze the role of the experiences of the state in citizens' political socialization. If users' identities can be the object of bureaucratic practices of assignment, categorization, exclusion, and inclusion, as Mathilde Darley (2022) has shown regarding the good and bad victims of trafficking, one can hypothesize that these identities also structure the public's perception of the state and their relationship to it. To what extent do intersecting identities condition the reception of state-constructed distinctions, from their acceptance to their contestation? For example, are the distinctions still made between mothers and fathers in early childhood care devices contested by users who do not identify with them? Furthermore, what is the relationship between individuals whose identities question institutional categorizations and the hierarchization of social group they implicitly (or explicitly) convey? One might also question how the sense of entitlement in front of the state, and the ability to "assert one's rights" (Siblot 2006) varies across these diverse and unequal publics in terms of gender, class, race, or disability. The #MeToo movement, for example, has encouraged the exposure of experiences of sexism within police institutions. To what extent are other experiences of sexism, homophobia, racism, or other types of oppression within public services or partner structures identified, denounced, or instead minimized and silenced? These lines of inquiry appear even more stimulating in a context of "racialization of sexism" (Hamel 2005), highlighted, for example, in the French policies to promote gender equality at school (Massei 2021) or to combat street harassment (Archat 2022).

Furthermore, under what conditions can these intertwined identities provide a support for mobilization of the public as well as of professionals, as J. Gauthier and R. Schlagdenhauffen (2022) have shown, for example, concerning homosexual police officers, whose capacities of resistance to the stigma of homosexuality depend on various identity characteristics (gender, race). Few works have questioned the role of gender in individuals' attitudes towards street-level bureaucrats' practices - conformation, resistances, adaptations (Bozec, Réguer-Petit 2015) - and, more generally, in the dynamics of politicization of individuals in front of state institutions. Here, an intersectional perspective could first enrich our understanding of the phenomenon of non-recourse to rights, but also, in mirror, that of the claim to rights, the contestation of rules or the circumvention of procedures. What are the different strategies of users in relation to professionals? Several studies have shown how groups whose relationship with the state is characterized by exclusion (migrants, homeless or unemployed people, prostitutes, etc.) can use their marginal situation to challenge the state and claim their rights (Mathieu 2001; Mouchard 2002; Péchu 1996). Analyses such as that of Céline Borelle (2019) about mothers of disabled children, or that of Fatima Ouassak (2020) on mothers of immigrant origin, calls for further investigation on the ways concrete interactions with institutions and their agents, as well as administrative carriers of users with multiple identities, shape their mobilization against the state. The resources and identities mobilized by various minority groups to challenge the state and its institutions and to influence the content of their policies deserves to be studied from an intersectional approach (Engeli and Mazur 2018, p. 118). For example, Myriam Paris' work (2021) on the implementation of anti-natalist policies in Reunion Island sheds new light on the role of Planned Parenthood in the implementation of state feminism in the 1970s.

Moreover, how can the unequal experience of the state and its institutions according to gender, class, or race constitute the starting point for mobilizations that extend to causes that are not always directly related these identities? In this sense, this issue proposes to question the role of the encounter with institutions in the long-term process of political socialization: to what extent does the institutional treatment, the pathways of access to rights or, on the contrary, of discrimination and exclusion, influence political attitudes, (non-)participation, voting practices or citizen mobilization in various causes? In doing so, it aims at contributing to the literature on the political

effects of public policies, which remains an unachieved research program due to the methodological challenge of identifying the link between policies and politics.

Proposals may come from sociology, political science, history, anthropology, or geography. They will be based on empirical surveys and may concern various sectors, such as social and family policies, but also areas of public action that have been less treated from an intersectional (education, police, environment, housing, taxation, etc.). Similarly, while the special issue intends to give a central place to the recipients of public action, the contributions may also address a wide range of protagonists in contact with them (street-level bureaucrats, managers, professionals from different sectors, volunteers, etc.). We also encourage contributions on a diversity of national cases and scales of public action, to explore the influence of contexts (historical trajectory, political regime, international influences...) on the intersectional dimensions of public policies.

Send proposals of approximately 5,000 characters by March 18, 2023 to the following three addresses:  
prunelle.ayme@sciencespo.fr, thomas.dounies@gmail.com, perrierigwen@yahoo.fr

Notification of approval to authors: March 31, 2023

Reception of the texts: July 10, 2023

### **References:**

Archat, Stéphanie. *La construction du harcèlement de rue comme problème public en France*. Thèse de doctorat de l'Université PSL, sous la direction de Catherine Achin, 2022.

Berglund, Oscar, Claire A. Dunlop, Elizabeth A. Koebele, et Christopher M. Weible. « Transformational change through Public Policy ». *Policy & Politics*, 50 (3), 2022, pp. 302-322.

Bezes, Philippe. *Réinventer l'État. Les réformes de l'administration française (1962-2008)*. Paris : Presses Universitaires de France, 2009

Borelle, Céline. « Expertise d'expérience et responsabilité. L'évolution de la place des parents d'enfants avec un TSA », in *Familles et trouble du spectre de l'autisme*. Dunod, 2019, pp. 31-45.

Bozec, Géraldine, et Manon Réguer-Petit. « Les femmes plus vulnérables, mais résistantes », in *Les inaudibles*. Presses de Sciences Po, 2015, pp. 235-272.

Capelli, Irène. « Cibler les mères célibataires. La production bureaucratique et morale d'un impensable social ». In *Le gouvernement du social au Maroc*, Paris : Karthala, 2016, pp. 199-232

Choo, Hae Yeon, et Myra Marx Ferree. "Practicing Intersectionality in Sociological Research: A Critical Analysis of Inclusions, Interactions, and Institutions in the Study of Inequalities". *Sociological Theory*, 28 (2), 2010, pp. 129-149.

Ciccía, Rossella, et César Guzmán-Concha. "Protest and Social Policies for Outsiders: The Expansion of Social Pensions in Latin America". *Journal of Social Policy*, 2021, 1-22.

Ćirstocea, Ioana, Delphine Lacombe, et Elisabeth Marteu, éd. *La globalisation du genre : mobilisations, cadres d'actions, savoirs*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2018.

Cottin-Marx, Simon, Hély, Matthieu, Jeannot, Gilles et Maud Simonet. « La recomposition des relations entre l'État et les associations : désengagements et réengagements ». *Revue française d'administration publique*, 163, 2017, pp. 463-476.

Crenshaw, Kimberlé W. « Cartographies des marges : intersectionnalité, politique de l'identité et violences contre les femmes de couleur », *Cahiers du Genre*, 39 (2), 2005, pp. 51-82.

- Darley, Mathilde. « Juger la traite des êtres humains en France et en Allemagne. La construction pénale de la victime d'exploitation sexuelle », *Sociétés contemporaines*, 125 (1), 2022, pp. 175-200.
- Diaz, Pablo. « Itinéraire d'une "bonne pratique" : la Banque mondiale et les conditional cash transfers en Amérique latine et aux Philippines » *Critique internationale* 75 (2), 2017, pp. 113-132.
- Drif, Leïla. « Être réfugié et « volontaire » : les travailleurs invisibles des dispositifs d'aide internationale ». *Critique Internationale* 81 (4), 2018, pp. 21-42.
- Dubois, Vincent. *La vie au guichet. Relation administrative et traitement de la misère*. Paris : Point, 1999.
- Engeli, Isabelle, Thanh-Huyèn Ballmer-Cao, et Pierre Muller, éd. *Les politiques du genre*. Paris : L'Harmattan, 2008.
- Fortier, Anne-Marie. « Proximity by Design? Affective Citizenship and the Management of Unease ». *Citizenship Studies*, 14 (1), 2010, p. 17-30.
- Frau, Caroline, et Anne-France Taiclet. « Dans les marges de l'action publique : Enquêter sur les activités de(s) relais de la régulation politique ». *Gouvernement et action publique* 10 (4), 2022, p. 9-37.
- Gauthier, Jérémie, Régis Schlagdenhauffen, et Camille Noûs. « Faire face à l'hétéronormativité en contexte policier », *Gouvernement et action publique*, 11 (1), 2022, p. 37-60.
- Georges, Isabel, « Les « nouvelles » politiques sociales brésiliennes : entre « participation » et gestion de la pauvreté », in *Le travail des dominations. De l'emprise aux résistances*, Toulouse, Octarès, 2019, p. 165-176.
- Haapajärvi, Linda. « On the Importance of Playing House: Belonging Work and the Making of Relational Citizens in Finnish Immigrant Integration Policies ». *Politics & Policy*, 49 (4), 2021, pp. 84-105.
- Hamel, Christelle, « De la racialisation du sexisme au sexisme identitaire », *Migrations société*, 99-100, 2005, p. 91-104.
- Hibou, Béatrice, et Irène Bono, dir. *Le gouvernement du social au Maroc*. Paris: Karthala, 2016.
- Jacquot, Sophie, *L'égalité au nom du marché ? Émergence et démantèlement de la politique européenne d'égalité entre les hommes et les femmes*, Berne : Peter Lang, 2014.
- Jaunait, Alexandre, et Sébastien Chauvin. « Représenter l'intersection. Les théories de l'intersectionnalité à l'épreuve des sciences sociales », *Revue française de science politique*, 62 (1), 2012, pp. 5-20.
- Jenson, Jane. « Politiques publiques et investissement social : quelles conséquences pour la citoyenneté sociale des femmes ? », *Cahiers du Genre*, 2 (3), 2011, pp. 21-43.
- Korteweg, Anna C, et Triadafilos Triadafilopoulos, « Gender, Religion, and Ethnicity: Intersections and Boundaries in Immigrant Integration Policy Making », *Social Politics: International Studies in Gender, State & Society*, 20 (1), 2013, pp. 109-136.
- Massei, Simon. « Les « ABCD de l'égalité », cas d'école de racialisation du sexisme », *Mouvements*, 107 (3), 2021, pp. 95-103.
- Mathieu, Lilian, *Mobilisations de prostituées*, Paris, Belin, 2001.
- Mazouz, Sarah. *La République et ses autres: politiques de l'altérité dans la France des années 2000*. Lyon: ENS éditions, 2017.
- McDonagh, Eileen. « It Takes a State: A Policy Feedback Model of Women's Political Representation », *Perspectives on Politics*, 8 (1), 2010, pp. 69-91.
- Mettler, Suzanne. « Dividing Social Citizenship by Gender: The Implementation of Unemployment Insurance and Aid to Dependent Children, 1935-1950 ». *Studies in American Political Development*, 12 (2), 1998, pp. 303-42.
- Mouchard, Daniel. « Les mobilisations des « sans » dans la France contemporaine : l'émergence d'un « radicalisme autolimité » ? », *Revue française de science politique*, 52 (4), 2002, pp. 425-447.

- Lewis, Jane. « Gender and the Development of Welfare Regimes ». *Journal of European Social Policy* 3 (2), 1992, pp. 159-173.
- Orloff, Ann Shola. « Gender and the Social Rights of Citizenship: The Comparative Analysis of Gender Relations and Welfare States ». *American Sociological Review*, 58 (3), 1993, pp. 303-328.
- Ouassak, Fatima. *La puissance des mères : pour un nouveau sujet révolutionnaire*. Paris: La Découverte, 2020.
- Paris Myriam, *Nous qui versons la vie goutte à goutte. Féminismes, économie reproductive et pouvoir colonial à la Réunion*. Paris : Dalloz, 2020.
- Péchu, Cécile. « Quand les « exclus » passent à l'action. La mobilisation des mal-logés », *Politix*, 34 (2), 1996, pp. 114-133.
- Pette, Mathilde. « Associations : les nouveaux guichets de l'immigration ? Du travail militant en préfecture, ». *Sociologie*, 5 (4), 2014, pp. 405-421.
- Prauthois, Lus, et Émilie Biland (dir.), Dossier « Minorités sexuelles et de genre dans les services publics », *Gouvernement et action publique*, 11 (1), 2022, pp. 11-158.
- Roggeband, Conny, et Mieke Verloo. « Dutch Women Are Liberated, Migrant Women Are a Problem: The Evolution of Policy Frames on Gender and Migration in the Netherlands, 1995-2005 ». *Social Policy & Administration*, 41 (3), 2007, pp. 271-288.
- Ruiz de Elvira, Laura, et Sahar Aurore Saeidnia, dir. *Les mondes de la bien-faisance : les pratiques du bien au prisme des sciences sociales*. Paris : CNRS éditions, 2020.
- Sainsbury, Diane. *Gender, Equality and Welfare States*. Cambridge: Cambridge University Press, 1996.
- Serre, Delphine. « Travail social et rapport aux familles : les effets combinés et non convergents du genre et de la classe ». *Nouvelles questions féministes*, 31 (2), 2012, pp. 49-64.
- Siblot, Yasmine. *Faire valoir ses droits au quotidien. Les services publics dans les quartiers populaires*. Paris : Presses de Sciences Po, 2006.
- Soldatic, Karen. *Disability and Neoliberal State Formations: The Case of Australia*. London: Routledge, 2020.
- Soss, Joe, Richard Fording, et Sanford F. Schram. *Disciplining the poor: neoliberal paternalism and the persistent power of race*, University of Chicago Press, 2011.
- Spire, Alexis. « État des lieux : Les policy feedback et le rapport ordinaire à l'État ». *Gouvernement et action publique*, 4 (4), 2016, pp. 141-156.
- Spire, Alexis. « Comment étudier la politique des guichets ? » *Migrations et Société*, 167, 2017, pp. 91-100.
- Vommaro, Gabriel. « Une bureaucratie para-étatique mouvante. La production locale du Welfare des précaires en Argentine à l'ère du capitalisme postindustriel ». *Gouvernement et action publique*, 8 (1), 2019, p. 35-60.
- Watkins-Hayes, Celeste. *The New Welfare Bureaucrats: Entanglements of Race, Class, and Policy Reform*. Chicago : University of Chicago Press, 2009.
- Weill, Pierre-Édouard. « Quand les associations font office de street-level bureaucracy. Le travail quotidien en faveur de l'accès au droit au logement opposable ». *Sociologie du Travail*, 56 (3), 2014, pp. 298-319.
- West, Candace, et Sarah Fenstermaker. "Doing Difference." *Gender and Society* 9 (1), 1995, pp. 8-37.
- Wilde, Mandy de. « Home Is Where the Habit of the Heart Is: Governing a Gendered Sphere of Belonging ». *Home Cultures*, 13 (2), 2016, pp. 123-144.